

Vers une nouvelle ère de militarisation (et d'instabilité ?) en Indo-Pacifique

Lionel Fatton | 13 juillet 2022



Si la militarisation de l'Indo-Pacifique, caractérisée par des dépenses militaires croissantes et la modernisation des forces armées régionales, est une tendance structurelle de l'après-Guerre froide, soutenue par un fort développement économique, elle est en train d'évoluer de manière substantielle. Au cœur de cette nouvelle dynamique se trouvent bien entendu la Chine et sa puissance grandissante, ainsi que l'intensification de ses activités militaires conjointes avec la Russie et l'attitude belliqueuse de la Corée du Nord, qui menacent la sécurité nationale de nombreux États. Cependant, la cause directe de cette évolution, qui laisse entrevoir une véritable course aux armements à l'échelle régionale, est à chercher de l'autre côté de l'océan Pacifique, aux États-Unis.

Le déclin relatif du pays par rapport à la Chine, et l'attitude de plus en plus agressive de cette dernière, ont poussé Washington à adapter son système d'alliances, le faisant passer d'une structure en étoile à une structure en réseau. La [configuration en étoile](#) s'articulait autour de la suprématie militaire américaine, acheminée dans le théâtre asiatique par des alliances bilatérales, alors que le [modèle en réseau](#) repose en grande partie sur les synergies entre les différents alliés américains en Indo-Pacifique. L'efficacité de cette structure en réseau quant à la dissuasion de comportements agressifs ou révisionnistes dépend largement de la disposition de chacun de ces alliés à jouer un rôle proactif dans les dynamiques de sécurité régionales. Afin de leurs permettre de s'impliquer davantage, les États-Unis augmentent leur soutien au renforcement des armées sud-coréennes, japonaises et australiennes, principaux partenaires dans la région. Plus important encore, Washington lève progressivement son veto à des programmes d'armements sensibles, qui permettent une projection de la puissance militaire accrue de la part des alliés, au risque d'une déstabilisation de l'architecture régionale. Les dynamiques de militarisation évoluent. L'Indo-Pacifique entre dans une nouvelle ère.

L'obsolescence programmée du système d'alliances en étoile

La rapide matérialisation de la Guerre froide en Asie, lors de la guerre de Corée, marque le début de la mise en place par Washington d'un système d'alliances bilatérales, à commencer par celles avec les Philippines et le Japon en 1951 pour ensuite s'étendre à la Corée du Sud en 1953 et à Taïwan en 1954. Ce système d'alliances en étoile (« *hub-and-spokes* »), dont les États-Unis occupaient le moyeu alors que leurs alliés en constituaient l'extrémité des rayons, avait pour **objectif principal** d'endiguer la propagation de l'idéologie communiste tout en permettant à Washington de garder un certain contrôle sur les politiques de défense alliées.

Les États-Unis faisaient en sorte que leurs alliés soient dotés de capacités militaires adéquates en vue de leurs rôles spécifiques dans le système d'alliances. Par exemple, tandis que le Japon se concentrait sur la maîtrise des détroits entourant les mers d'Okhotsk et de Chine orientale, la Corée du Sud avait pour mission première de contrer la Corée du Nord et ses soutiens soviétique et chinois sur le continent. Sous d'autres latitudes, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, membres du traité trilatéral ANZUS de 1951, exception à l'orientation bilatérale de la politique d'alliance américaine, s'attelaient à garder la mainmise sur le Pacifique Sud. Ces alliés mettaient également une partie de leur territoire à disposition des forces armées américaines, permettant à ces dernières de projeter leur puissance à travers l'Indo-Pacifique.

Cette puissance était supposément suffisante pour défendre les intérêts américains, contrairement au théâtre européen où Washington avait besoin de la coalition de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord pour faire face à la menace soviétique. Le fait que les États-Unis pensaient pouvoir contenir l'idéologie communiste par la projection de leur propre puissance, à partir de bases avancées en Indo-Pacifique, est reflété par la guerre du Viêt Nam, bien que son déroulement et son issue aient démontré les limites de cette stratégie.

Les armées alliées en Indo-Pacifique pouvaient donc être cantonnées à des missions spécifiques, avec l'assistance des États-Unis. Cette configuration mettait les alliés, largement isolés les uns des autres, dans une position de dépendance conséquente vis-à-vis des Américains s'agissant de leur sécurité nationale, assurant à Washington une importante influence sur leurs processus de prise de décision. Les États-Unis minimisaient ainsi le risque d'être entraîné par leurs alliés dans des conflits indésirables, risque intrinsèque aux jeux d'alliance, mais qui s'avère moins aigu au sein d'associations asymétriques.

Concernant les programmes d'armements de ses alliés, ce système en étoile amenait Washington à soutenir ceux considérés comme nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, tout en bloquant l'accès à certaines technologies de pointe qui auraient pu affaiblir sa mainmise sur ces pays et déstabiliser les dynamiques régionales. Un bon allié était alors suffisamment fort pour résister à ses adversaires, mais assez faible pour devoir dépendre en partie du soutien américain, et ce surtout quant à la projection de la puissance militaire.

Dans l'Indo-Pacifique de l'après-Guerre froide, le système d'alliances américain traditionnel est atteint d'obsolescence programmée. En effet, le manque de synergies interalliées inhérent à sa structure en étoile et les restrictions sur les programmes d'armements alliés ne permettent pas de parer à des menaces grandissantes et de plus en plus concrètes.

Les forces armées chinoises se sont considérablement modernisées au cours des trente dernières années, stimulées par un budget de la défense en constante expansion qui a atteint 207 milliards de dollars en 2021, soit 42,5% des dépenses militaires en Indo-Pacifique, contre 10,1% pour le Japon et 9,6% pour la Corée du Sud, selon l'**International Institute for Strategic Studies**. Parallèlement, la Chine a adopté une attitude plus agressive sur la scène régionale, où elle entretient des conflits territoriaux avec une dizaine de pays, dont le **Japon** et la **Corée du Sud**, et **étend son influence dans le Pacifique**, aux portes de l'Australie. L'augmentation de la **pression militaire** chinoise sur Taïwan ainsi que la multiplication des **manœuvres militaires conjointes** avec la Russie inquiètent tout particulièrement les États-Unis et leurs alliés. Autre menace, la Corée du Nord continue de perfectionner ses missiles afin de pénétrer les systèmes de défense de Washington, Tokyo et Séoul, et pourrait être en passe de **reprandre ses essais nucléaires**.

Dans cette nouvelle réalité géopolitique de l'Indo-Pacifique, la priorité des États-Unis n'est plus d'endiguer une quelconque idéologie et de préserver la stabilité de gouvernements jugés amicaux, mais de faire face à une superpuissance en devenir, la Chine, un défi autrement ardu. D'où la nécessité d'une participation active des alliés, que Washington espère galvaniser, même si cela se traduit par l'acceptation de postures de défense et de programmes d'armements autrefois considérés comme déstabilisants.

Le développement du système d'alliances en réseau

Au vu de l'inefficacité du système d'alliances en étoile, les États-Unis se sont attelés à en modifier la structure. L'idée d'un système en réseau **émerge dans les années 2000**, mûrit pendant la **présidence de Barack Obama** et arrive à maturité sous les

administrations Trump et Biden. En juin 2019, dans un rapport sur la [stratégie américaine en Indo-Pacifique](#), le département de la Défense confirme cette volonté de transformer le système d'alliances en une architecture de sécurité en réseau (« networked security architecture »), dans laquelle les capacités américaines et alliées, ainsi que les capacités alliées entre elles, seraient interconnectées pour une plus grande efficacité. Au sein de cette structure, les États-Unis perdent donc leur statut de moyeu pour devenir un nœud parmi d'autres, bien que toujours plus puissants et influents que leurs alliés. Ces derniers, pour leur part, passent d'extrémités de rayon à nœuds et assument de plus grandes responsabilités sur la scène régionale.

Sous l'administration Biden, le concept de dissuasion intégrée (« *integrated deterrence* »), reflété dans la [stratégie en Indo-Pacifique](#) du département de la Défense publiée en février 2022, se greffe à l'idée d'un système d'alliances en réseau. Spécifiquement, le [concept](#) a pour ambition de dissuader les comportements agressifs et révisionnistes de pays tiers dans l'ensemble du spectre des conflits, des tactiques hybrides aux guerres dites de « haute intensité », et ce en renforçant les synergies entre les différentes dimensions des opérations militaires modernes (i.e. conventionnelle, nucléaire, spatiale, cybernétique, informatique, électromagnétique). La dissuasion intégrée a donc une incidence sur les postures de défense et les forces armées alliées.

Dans le large théâtre de l'Indo-Pacifique, la combinaison entre structure en réseau et dissuasion intégrée requiert un effort soutenu de la part des alliés, appelés à partager le fardeau dans les multiples aspects de la sécurité régionale. Par conséquent, ces derniers doivent développer des forces armées plus polyvalentes, mieux équilibrées et dotées de capacités de projection de la puissance militaire plus importantes. Des alliés plus efficaces et complets donc, mais aussi plus autonomes en matière de sécurité nationale et moins dépendants des États-Unis. En d'autres termes, les alliances américaines évoluent progressivement, et par nécessité, du statut d'outils de gestion des risques à celui, plus classique, d'agrégation des puissances.

Les alliés des États-Unis n'ont évidemment pas attendu le développement du système d'alliances en réseau et le concept de dissuasion intégrée pour se prémunir contre l'instabilité régionale croissante. Le Japon, par exemple, a créé en avril 2018 sa [première brigade amphibie](#), version nipponne des *Marines*, afin de protéger les îles Senkaku/Diaoyu des velléités chinoises, et a décidé en décembre de la même année de transformer deux de ses [porte-hélicoptères en porte-avions](#) pouvant transporter des F-35B. À peu près à la même période, la Corée du Sud s'est engagée dans un projet de [porte-avions autochtone](#). Ces moyens militaires, les porte-avions en particulier, sont des instruments de projection de puissance. Ils reproduisent aussi des capacités américaines déjà présentes dans la région, notamment le porte-avions *USS Ronald Reagan*, qui possède son port d'attache à Yokosuka, et les *Marines* du *III Marine Expeditionary Force* basés à Okinawa, dénotant [une certaine émancipation](#) de Tokyo et Séoul vis-à-vis du parapluie militaire américain.

Cependant, ces moyens militaires ne sont pas considérés par les États-Unis comme des armements sensibles et s'inscrivent donc, malgré leur ampleur, dans la lignée des précédents efforts d'armement japonais et sud-coréens. En revanche, l'impact de la conjonction entre le système d'alliances en réseau et la dissuasion intégrée se reflète clairement dans l'approbation par Washington de programmes d'armements jusque récemment considérés comme déstabilisants, mais aujourd'hui nécessaires pour répondre aux nouvelles menaces régionales.

Une nouvelle ère de militarisation

En 1979, la Corée du Sud acceptait les « [directives sur les missiles balistiques](#) », qui limitaient initialement la charge de ses ogives à 500 kilogrammes et la portée de ses missiles à 180 kilomètres. Ces directives, imposées par les États-Unis moins de dix ans après le début du programme balistique sud-coréen, avaient pour objectifs d'éviter une course aux armements avec la Corée du Nord, 180 kilomètres étant suffisants pour atteindre Pyongyang, mais pas une large partie du territoire nord-coréen susceptible d'accueillir des bases de lancement de missiles, et de réduire les risques de prolifération d'une technologie estimée dangereuse pour les intérêts américains. Face à la menace nord-coréenne grandissante des années 1990 et 2000, la [portée des missiles sud-coréens est étendue](#) à 300 kilomètres en 2001, puis à 800 kilomètres en 2012, couvrant ainsi l'intégralité du territoire de la Corée du Nord.

À la suite de la suppression de la limite sur la charge des ogives en 2017, autorisation est donnée à la Corée du Sud en 2020 d'utiliser du [propergol solide](#), permettant un programme de missiles mer-sol balistiques stratégiques, lancés de sous-marins, dont le [premier test](#) a eu lieu en septembre dernier. Enfin, les directives sont [définitivement levées](#) en mai 2021 lors d'un sommet entre les présidents Joe Biden et Moon Jae-in, ouvrant la voie au développement par la Corée du Sud de missiles balistiques à moyenne portée, à portée intermédiaire et intercontinentaux. Séoul est aujourd'hui en mesure d'amorcer de nouveaux programmes balistiques qui pourraient augmenter de manière significative son aptitude à projeter sa puissance militaire. La

limitation de la portée des missiles à 800 kilomètres ne lui permettait pas d'atteindre Pékin. Cela pourrait [changer dans un futur proche](#).

Autre allié américain en Asie du Nord-Est, le Japon a depuis la création de ses Forces d'autodéfense en 1954 été confiné à une posture défensive, les États-Unis fournissant, à partir de leurs bases sur le territoire nippon, les instruments de projection de la puissance militaire dans une structure d'alliance communément appelée « lance et bouclier ». La volonté de certains officiels tōkyoïtes d'obtenir une capacité de frappe offensive, exprimée dès les années 1950, a jusque récemment été contrecarrée non seulement par une forte opposition interne, soutenue par l'antimilitarisme et l'isolationnisme de la population japonaise, mais aussi par Washington. Réticents à l'idée que le Japon puisse projeter sa puissance sur la scène régionale, au risque de se voir entraîner dans des conflits non désirés, [les États-Unis s'opposaient](#) encore en 2017 à l'acquisition de capacités de frappe offensive par Tokyo.

En mai 2022, cependant, le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin [salue l'ambition](#) du Japon de s'équiper de telles capacités lors d'une rencontre avec son homologue japonais, Kishi Nobuo. Alors que le gouvernement aspire à [doubler le budget de la défense](#), Tokyo travaille actuellement sur une nouvelle version de sa [stratégie de sécurité nationale](#), ainsi que sur deux documents clés qui planifient les programmes d'armements à court et moyen terme, avec en ligne de mire l'obtention de « capacités de contre-attaque », dénomination choisie afin de minimiser l'opposition interne en faisant référence à la traditionnelle posture défensive du pays. Bien que la menace nord-coréenne soit constamment mise en avant pour justifier ces nouveaux instruments de projection de puissance, la Commission militaire centrale dominée par Xi Jinping et les centres de commandement des cinq théâtres d'opérations chinois semblent [figurer sur la liste des cibles](#) potentielles.

L'Australie, l'allié-continent des États-Unis en Océanie, a pendant longtemps été isolée des perturbations géostratégiques générées par la montée en puissance de la Chine. Les relations entre Canberra et Pékin, son plus important partenaire commercial, se sont néanmoins considérablement détériorées ces dernières années sur fond d'[ingérences chinoises](#) et d'[exclusion de Huawei et ZTE](#) du réseau 5G australien, et surtout après que l'Australie ait demandé l'ouverture d'une enquête internationale sur l'origine de la Covid-19, à quoi la Chine a répondu en imposant une série de [barrières tarifaires à l'importation](#) de produits australiens.

C'est dans ce contexte tendu qu'en septembre 2021 l'Australie conclue avec les États-Unis et le Royaume-Uni le [pacte AUKUS](#), qui prévoit entre autres l'acquisition par Canberra de huit sous-marins nucléaires. Washington, pionnier de la propulsion nucléaire navale, ne l'avait jusqu'alors [partagé qu'avec Londres](#), en 1958, de peur d'une prolifération de cette technologie sensible. Bien que l'Australie ne devrait pas disposer des sous-marins avant les années 2040, AUKUS ancre fermement et dans la durée le pays au système d'alliances américain. En outre, ces sous-marins fourniront à la marine australienne une capacité de projection de puissance conséquente, la propulsion nucléaire procurant aux vaisseaux plus de vitesse et d'endurance et un plus grand rayon d'action que les sous-marins à propulsion diesel-électrique. Les [experts chinois](#) ne s'y trompent pas : AUKUS aura des répercussions en mer de Chine méridionale et dans le détroit de Taïwan.

Les ambitions sud-coréennes de pouvoir élaborer des missiles sans contrainte, japonaises d'obtenir une capacité de frappe offensive et australiennes de posséder la propulsion nucléaire navale s'inscrivent dans des agendas domestiques de longue date, bloqués jusque récemment par l'allié américain. De nombreux autres programmes d'armements sont encore en suspens dans ces trois pays. La Corée du Sud, par exemple, s'intéresse depuis longtemps aux [sous-marins nucléaires](#), tandis que le Japon se lance dans le développement de [projectiles planant hypervitesse](#) (HVGP). Et bien qu'hautelement improbable dans un avenir proche, pour des raisons de politique interne notamment, la tentation de [posséder l'arme nucléaire](#) grandit à Séoul et Tokyo.

Vers une course aux armements ?

Alors que les États-Unis façonnent le système d'alliances en réseau et mettent en œuvre la dissuasion intégrée, la militarisation de leurs alliés en Indo-Pacifique s'accélère et sa nature évolue. La structure en réseau et la dissuasion intégrée sont sans doute nécessaires pour contrer les velléités expansionnistes de la Chine. Il n'en reste pas moins que l'obtention par les alliés américains d'instruments de projection de puissance engendra un chevauchement de sphères d'influence militaire qui pourrait compromettre une stabilité régionale déjà fragilisée par de multiples tensions territoriales, politiques et historiques, et ce surtout en Asie du Nord-Est. En effet, une [course aux armements](#), caractérisée ici par un dilemme de sécurité dans lequel le développement par un pays de nouveaux moyens militaires a une incidence négative sur la sécurité nationale d'autres pays, alimentant ainsi des dynamiques réciproques de militarisation basées sur un principe d'action-réaction, ne peut être exclue.

L'acquisition d'une capacité de frappe offensive par le Japon et, dans une moindre mesure, de sous-marins nucléaires par l'Australie pourrait modifier l'équation stratégique dans le détroit de Taïwan, à laquelle la Chine devrait dès lors s'adapter. Cette adaptation, destinée à neutraliser les nouveaux instruments de projection de puissance japonais et australiens, aurait de toute évidence un impact négatif sur la sécurité nationale des deux pays, enclenchant ainsi un cercle vicieux. De même, l'extension de la sphère d'influence militaire de la Corée du Sud aurait certainement des répercussions non seulement dans la péninsule coréenne, mais aussi en mer jaune et sur le Japon. L'équilibre de la relation triangulaire entre Séoul, Pékin et Tokyo dépendrait alors de leurs aptitudes à atténuer le dilemme de sécurité, exercice périlleux pour des pays proches géographiquement et empreints de méfiance mutuelle, sans parler des tensions qu'ajouterait dans ce contexte la possession de capacités de frappe offensive par le Japon.

Naturellement, ces scénarios sont hypothétiques. Et la nouvelle orientation des dynamiques de militarisation pourrait aussi conduire à une ère de stabilité en Indo-Pacifique, en renforçant les postures de dissuasion des principaux acteurs régionaux. Cependant, au vu des turbulences géopolitiques et de l'incertitude grandissante quant à la solidité des normes et de l'ordre international dans le sillage de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il est permis d'en douter.

Crédits photo : [Benny Winslow](#)



Lionel Fatton

Lionel Fatton ([@LionelFatton](#)) est professeur assistant en relations internationales à l'Université Webster de Genève et collaborateur de recherche à l'Université Meiji de Tokyo, et est diplômé de Sciences Po Paris, de l'Université Waseda et de l'Institut de hautes études internationales et du développement. Ses recherches portent sur le réalisme néoclassique, les relations civilo-militaires et les dynamiques de sécurité en Indo-Pacifique. Il est le co-auteur de [Japan's Awakening: Moving toward an Autonomous Security Policy](#).

Comment citer cette publication

Lionel Fatton, « Vers une nouvelle ère de militarisation (et d'instabilité ?) en Indo-Pacifique », *Le Rubicon*, 13 juillet 2022 [https://lerubicon.org/vers-une-nouvelle-ere-de-militarisation-et-dinstabilite-en-indo-pacifique/].